



Conseil économique et social

Distr. générale
28 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions relatives aux programmes
et autres questions : Institut de recherche
des Nations Unies pour le développement social**

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement social à sa cinquante-troisième session le rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités menées par l'Institut en 2013 et 2014.

* E/CN.5/2015/1.



Rapport du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social sur les activités menées par l'Institut en 2013 et 2014

Résumé

Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2013 et 2014. Il souligne les réalisations programmatiques de la période considérée, ainsi que la situation institutionnelle et financière actuelle. En 2013, l'Institut a célébré son cinquantième anniversaire, marquant cinq décennies durant lesquelles l'Institut a été à la pointe des travaux de recherche pour s'assurer que les questions sociales continuent d'occuper une place importante dans les activités de développement des Nations Unies.

Dans un contexte de crise et d'incertitude, l'exercice biennal 2013-2014 a constitué la seconde moitié du programme de recherche de l'Institut sur le développement social. Des études ont été réalisées dans les trois domaines suivants : politiques sociales pour un développement solidaire et durable; problématique hommes-femmes et dimensions sociales du développement durable. Dans le cadre ainsi défini, les travaux de l'Institut ont porté sur des questions liées aux objectifs de développement durable pour l'après-2015 et qui préoccupent l'ensemble du système, notamment la réduction de la pauvreté, les inégalités, la protection sociale, l'autonomisation des femmes et les moteurs sociaux du développement durable.

La plupart des recherches effectuées au cours de la période 2013-2014 visaient à déterminer la façon dont les pays adoptent progressivement des politiques sociales universelles, notamment dans les domaines suivants : santé et protection sociale, mobilisation des ressources nationales pour financer le développement social, modalités de l'évolution des politiques en faveur de l'égalité des sexes et potentiel et limites d'une économie sociale et solidaire comme moyen de parvenir à un développement durable et profitable à tous.

Dans les domaines susmentionnés, les travaux de recherche de l'Institut ont directement contribué au travail de la Commission du développement social et du Conseil économique et social. La somme des recherches déjà effectuées fournit également une base de connaissances propre à éclairer les travaux de la Commission sur le thème prioritaire fixé pour 2015-2016, « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain ».

Les résultats des travaux de recherche de l'Institut sont aussi largement utilisés par les organes et les organismes des Nations Unies, les États Membres, la société civile et les milieux universitaires. Régulièrement, les chercheurs dispensent des conseils et présentent des rapports ou des exposés à ces groupes, partagent des connaissances avec les responsables politiques et autres parties prenantes, donnent une structure aux débats et influent sur les réflexions et les nouvelles réponses politiques aux problèmes de développement.

Pendant la période considérée, l'Institut a poursuivi ses efforts pour consolider ses processus institutionnels dans les domaines de la communication et de la sensibilisation, de la gestion axée sur les résultats et de l'impact des activités. Une

évaluation, réalisée pendant cette période par les principaux donateurs de l'Institut, a rendu compte de réalisations importantes dans ces domaines, notamment une plus grande visibilité, une utilisation optimale des ressources et l'influence croissante du travail de l'Institut.

L'Institut est entièrement financé par des contributions volontaires, et est tributaire de l'appui des États Membres pour l'exécution de son mandat essentiel et l'exercice de ses fonctions d'appui au système des Nations Unies. Les conditions de financement sont restées difficiles au cours de la période considérée : la stabilité et la viabilité financières de l'Institut pour la période 2015-2016 demeurent très précaires. L'Institut remercie tous ses donateurs, notamment ceux qui lui fournissent un appui institutionnel, à savoir la Finlande, la Suède, la Suisse et (jusqu'en 2013) le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sans lesquels aucune de ses activités n'aurait pu être exécutée.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction : 50 ans de recherches pour le changement social	5
II. Programme de recherche : le développement social dans un monde incertain	5
A. Politiques sociales pour un développement solidaire	6
B. Problématique hommes-femmes	10
C. Dimensions sociales du développement durable	12
III. Des idées aux retombées : la recherche pour le changement social	14
A. Communications, diffusion et influence	15
B. Implication et influence dans le domaine des politiques	16
C. Célébration du cinquantième anniversaire	16
IV. Questions institutionnelles	17
A. Gestion et effectifs	17
B. Gouvernance et Conseil d'administration	18
C. Évaluation indépendante de l'Institut 2008-2013	19
D. Rapport financier	19
E. Consultations sur l'avenir de l'Institut	21
Annexe	
Publications 2013-2014	22

I. Introduction : 50 ans de recherches pour le changement social

1. Le présent rapport rend compte des activités de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social en 2013 et 2014. Il est présenté à la Commission du développement social en application de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/126, en date du 1^{er} août 1963, qui dispose que le Conseil d'administration doit, notamment, présenter chaque année à la Commission « un rapport sur l'état d'avancement des travaux de l'Institut ».

2. En 2013, l'Institut a célébré son cinquantième anniversaire. Depuis cinq décennies, l'Institut est à la pointe de l'action menée pour que les questions sociales continuent d'occuper une place importante dans les activités de développement des Nations Unies. L'Institut a été créé en 1963 en tant qu'entité autonome du système des Nations Unies chargée de procéder à des recherches sur les dimensions sociales du développement aux fins de l'élaboration des politiques. Il demeure la seule institution du système des Nations Unies chargée de procéder à des recherches sur les questions sociales, souvent négligées dans les politiques et pratiques de développement.

3. En tant qu'institution des Nations Unies réputée pour l'excellence de ses travaux de recherche, l'Institut a le pouvoir de fédérer un réseau international d'universitaires, de décideurs et de praticiens, garantissant ainsi une diversité des connaissances et une pluralité des idées qui éclairent le travail des organismes des Nations Unies sur les questions sociales.

4. L'Institut suit un programme de recherche quinquennal qui est défini dans le cadre de consultations auxquelles participe un large éventail de parties prenantes du système des Nations Unies, de l'université et de la société civile puis approuvé par son conseil d'administration. Un plan de travail est établi chaque année compte tenu des priorités et thèmes du système des Nations Unies, du Conseil économique et social et de la Commission du développement social.

5. L'Institut est intégralement financé par des contributions volontaires et exécute ses activités sous la direction d'un conseil d'administration indépendant. Il est ainsi autonome et peut effectuer des travaux de recherche de qualité, indépendants des intérêts institutionnels ou politiques. L'Institut constitue en outre, au sein du système des Nations Unies, un espace neutre où débattre de questions économiques et sociales souvent délicates ou controversées.

6. L'Institut est tributaire de l'appui financier des États Membres pour exécuter son mandat et exercer ses principales fonctions, au service du système des Nations Unies et aux États Membres.

II. Programme de recherche : le développement social dans un monde incertain

7. Le présent rapport porte sur les deux dernières années du programme de recherche 2010-2014 sur le thème « Le développement social dans un monde incertain ». Ce programme a été conçu en une période de crise de l'économie mondiale et répond au besoin d'examiner les causes structurelles et les conséquences sociales de la crise, d'identifier les dispositions politiques et

institutionnelles qui peuvent favoriser le changement social et améliorer le bien-être de tous les citoyens, et de définir des options de politique durables, justes et solidaires. Au cours de la période considérée, des recherches ont été menées dans le cadre de trois programmes : politiques sociales pour un développement solidaire, problématique hommes-femmes et dimensions sociales du développement durable.

8. Les activités entreprises en 2013 et 2014 ont directement porté sur des questions qui préoccupent l'ensemble du système, notamment les objectifs de développement durable pour l'après-2015, la réduction de la pauvreté, les inégalités, la protection sociale, l'autonomisation des femmes et les moteurs sociaux du développement durable. Les travaux de recherche de l'Institut ont directement influencé les travaux de la Commission du développement social sur les thèmes prioritaires récents, et constituent une base de connaissances dont s'inspirera la Commission pour éclairer son thème prioritaire actuel « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain ».

A. Politiques sociales pour un développement solidaire

9. Le souci du système des Nations Unies de garantir un partage plus équitable des bienfaits du développement s'est traduit par plusieurs résolutions de l'Assemblée générale sur la couverture sanitaire universelle et la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail sur le socle de protection sociale, ainsi que par l'intégration de ces questions dans les objectifs de développement durable. Dans ce contexte, au cours de la période considérée, les recherches menées par l'Institut ont visé à approfondir l'analyse des dispositions politiques et institutionnelles et des mécanismes de financement propres à promouvoir le développement solidaire dans divers contextes.

10. Les recherches menées par l'Institut sur les politiques sociales servent de base à des activités régulières de formation et de renforcement des capacités et à des échanges avec les responsables politiques. Par exemple, elles sont à la base du programme de formation sur les politiques sociales et la planification du développement organisé chaque année par l'Institut africain de développement économique et de planification à l'intention de fonctionnaires des ministères de la planification, de l'économie, des affaires sociales et des affaires étrangères de pays d'Afrique.

11. L'Institut a également commencé à travailler avec l'Agence de coopération internationale de la République de Corée afin d'aider celle-ci à comprendre les raisons pour lesquelles certaines politiques sociales ont contribué ou pas aux processus de développement et de croissance solidaire de la République de Corée. Cette étude oriente les activités du personnel de l'Agence sur le terrain et a constitué un élément clef de la cinquième Conférence internationale de Séoul sur l'aide publique au développement (que l'Institut a coorganisée), et des préparatifs du Gouvernement coréen pour le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, à Busan. Les résultats de cette étude ont été publiés en anglais et en coréen en 2014.

1. Vers une sécurité sociale pour tous dans les économies émergentes

12. En 2012, à l'aide de fonds versés par le Brésil, l'Institut a entrepris d'étudier les difficultés rencontrées et les réponses novatrices de huit économies émergentes

qui s'efforcent d'assurer l'accès universel à la sécurité sociale, en mettant l'accent sur la couverture sanitaire et la sécurité du revenu.

13. Les recherches menées par l'Institut sur l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Équateur, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande et le Venezuela (République bolivarienne du) ont généré des données empiriques sur les différentes manières d'élargir la couverture sanitaire et la protection sociale dans des contextes de développement.

14. Les résultats obtenus reflètent la variété des moteurs et des obstacles politiques et institutionnels, sur la voie de la couverture universelle et dans l'élimination de la fragmentation des transferts sociaux et des prestations de services. Dans le cadre de ce projet, les pays à faible revenu souhaitant assurer l'accès universel à la sécurité sociale bénéficieront de conseils quant aux politiques à suivre tenant compte des institutions et du contexte locaux.

15. En 2014, l'Institut a mené des recherches au niveau des pays et publié en ligne les premiers résultats comme études. La publication d'un volume et un document d'orientation sont prévus pour 2015.

16. Ces recherches ont également éclairé des travaux réalisés par l'Institut à la demande d'autres organismes et organes des Nations Unies et gouvernements nationaux, notamment un rapport sur le renforcement de la protection sociale destiné à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, qui synthétise les expériences et innovations nationales relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de protection sociale dans les pays suivants : Chine, Inde, Indonésie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam. Ce rapport comprend une analyse approfondie de trois défis clefs que pose l'élargissement de la couverture sociale dans les pays en développement : l'accès des travailleurs du secteur informel et de leur famille à la protection et aux services sociaux, le développement de la redistribution des revenus pour éliminer la pauvreté et l'affiliation des travailleurs immigrés aux régimes de protection sociale.

17. Le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement en Chine a également invité l'Institut à collaborer à une étude, intitulée « Stratégies propres à promouvoir un système de sécurité sociale intégré, coordonné et équitable en Chine », visant à formuler des recommandations à l'intention du Gouvernement chinois. Dans le cadre de cette étude, l'Institut a examiné la façon dont certains pays de l'Asie de l'Est, comme le Japon et la République de Corée, ont remédié à la fragmentation de leur système de sécurité sociale (assistance sociale, services sociaux, santé, éducation et minimum vieillesse) ainsi que les leçons que la Chine pourrait tirer de leur expérience.

2. Nouvelles orientations en matière de politiques sociales : alternatives pour les pays du Sud

18. Dans le prolongement des études susmentionnées, un nouveau projet a été lancé en 2014 afin d'examiner l'émergence, la nature et l'efficacité des récentes innovations en matière de politiques sociales dans les pays du Sud. En dépit de la persistance de l'incertitude économique et de la crise sociale dans de nombreuses parties du monde, des changements profonds ont lieu, notamment au sein de certaines économies émergentes et en développement, dans la nature et la portée des politiques économiques visant à générer des résultats plus durables et équitables.

19. Cette étude doit permettre de comprendre comment les pays font face aux nouveaux risques et défis, notamment les chocs économiques, les crises environnementales et le vieillissement de la population. Elle évaluera également, parmi les nouvelles façons d'appréhender la protection et la sécurité sociales, lesquelles sont les mieux adaptées pour faire face aux risques qui menacent les pays en développement dans le monde contemporain.

20. En avril 2014, 25 experts se sont rassemblés à l'occasion d'un atelier de réflexion, afin de définir les principaux thèmes de l'étude ainsi que les modalités théoriques et méthodologiques de sa réalisation. Des documents préparés en vue de cet atelier sont disponibles sur le site de l'Institut. Après un appel mondial à expression d'intérêt, l'Institut a désigné les chercheurs qui mèneront 15 études de pays à partir de 2015.

3. Dimension politique de la mobilisation de ressources nationales pour le développement social

21. Pour développer les politiques sociales, il faut disposer de ressources. En période de restrictions budgétaires, comment assurer la mobilisation des ressources et leur utilisation au service du développement? À l'Organisation des Nations Unies, cette question occupe une place centrale dans la réflexion sur le financement du développement et sur la difficulté qu'il y a à financer le programme de développement durable pour l'après-2015. Depuis 2012, avec l'appui de la Suède, l'Institut étudie les facteurs politiques et institutionnels qui conditionnent la capacité de mobilisation de ressources internes dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et leur utilisation pour le développement.

22. Sur la base de recherches effectuées en Bolivie (État plurinational de), au Nicaragua, en Ouganda et au Zimbabwe, ce projet examine les processus et les mécanismes qui relient les politiques de mobilisation des ressources aux besoins en matière de protection sociale. Il étudie l'évolution des relations entre l'État et ses citoyens et entre les donateurs et les bénéficiaires en fonction du système de mobilisation et d'allocation des ressources, et les réformes de la gouvernance propres à pérenniser les recettes et à améliorer les prestations. Un certain nombre de communications examinent les différents moyens de financement et les différents types de ressources, telles que l'impôt, l'aide et la rente minière.

23. Ce projet ambitionne de nourrir la réflexion sur les moyens de combler le déficit de financement des principaux objectifs de développement mondiaux et des programmes sociaux dans les pays pauvres, de renforcer l'appropriation des programmes et des politiques de développement par les États concernés, de faire mieux comprendre les relations entre politiques de revenus et dépenses sociales et de renforcer la responsabilité effective des gouvernements envers leurs citoyens.

4. Mobilisation des revenus des industries extractives : protéger et promouvoir les droits et le bien-être des enfants dans les pays riches en ressources naturelles

24. Intéressé par les recherches déjà menées par l'Institut sur le financement de la politique sociale dans les pays riches en ressources minérales, le Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance lui a proposé de participer à un projet sur les droits et la condition des enfants dans les pays où les industries extractives occupent une place importante.

25. Pendant la période considérée, des travaux de recherche ont été menés en Mongolie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Philippines, en collaboration avec les bureaux de pays de l'UNICEF, sur les industries extractives et le financement d'un développement social prenant en compte les enfants et l'économie politique de la gestion des ressources minérales et les droits de l'enfant. Cette étude s'est penchée sur les mécanismes publics de financement, les politiques économiques et sociales et les conditions politiques d'un développement social soucieux du bien-être de l'enfant, a contribué à la création et à l'acquisition de connaissances dans les organisations partenaires, et a alimenté, aux niveaux national et international, la réflexion sur l'affectation des revenus de l'extraction minière à la politique sociale et à l'investissement en faveur des enfants. Des comptes rendus de recherche par pays et un document de synthèse seront publiés en 2015.

5. Relier la protection sociale aux droits de l'homme

26. Lancée par l'Institut à la fin de 2013, en collaboration avec Magdalena Sepúlveda, qui était à l'époque Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, cette initiative, qui bénéficie maintenant de l'appui du Gouvernement finlandais, a pour objectif de promouvoir une approche de la protection sociale fondée sur les droits de l'homme et le renforcement des capacités permettant sa mise en œuvre.

27. L'Institut a créé une plateforme de ressources en ligne (www.unrisd.org/sp-hr) qui fournit des conseils pratiques à l'intention des décideurs, des praticiens de la protection sociale et de ceux qui en assurent la promotion, et permet aux spécialistes de se pencher sur les difficultés qu'implique la mise en œuvre d'une protection sociale fondée sur les droits de l'homme. La plateforme est composée de quatre sections : un cadre de référence, un recueil de décisions de justice régionales et nationales concernant la protection sociale, l'avis de spécialistes sur les principales questions et des ressources extérieures faciles d'accès.

6. Migrations et santé en Chine

28. Pendant la période considérée, l'Institut a achevé son projet sur les migrations et la santé en Chine. Mis en œuvre en partenariat avec le Center for Migrant Health Policy de l'Université Sun Yat-Sen à Guangzhou (Chine) et financé par le China Medical Board, il avait pour objet d'évaluer l'ensemble des problèmes de santé liés aux déplacements de population à l'intérieur de la Chine.

29. Dans le cadre de ce projet, l'Institut a associé des analyses empiriques tirées d'un certain nombre d'ensembles de données et des travaux pluridisciplinaires englobant les domaines de la santé, des sciences sociales et de l'action des pouvoirs publics. Il a traité de certaines questions insuffisamment étudiées comme la problématique hommes-femmes, s'agissant des migrations et de la santé, l'économie politique des parties prenantes de la politique migratoire, les comparaisons à l'échelle internationale et la migration de retour.

30. Pendant la période considérée, l'Institut et le Center for Migrant Health Policy ont publié neuf articles en anglais et en chinois.

7. La santé au cœur de toutes les politiques

31. Dans la logique de son partenariat et de son soutien financier de longue date, le Ministère finlandais des affaires sociales et de la santé a invité l'Institut à participer aux préparatifs de la huitième Conférence mondiale sur la promotion de la santé organisée par le Gouvernement finlandais en juin 2013 sur le thème « La santé dans toutes les politiques ».

32. L'Institut a fait partie du comité de pilotage de la manifestation et publié avec le ministère susmentionné, l'Institut national finlandais pour la santé et la protection sociale et l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé un recueil intitulé *Health in All Policies: Seizing Opportunities, Implementing Policies*. Ses chercheurs ont participé à la rédaction d'un chapitre de celui-ci, intitulé « Health and development: challenges and pathways to HiAP in low-income countries » (« Santé et développement : obstacles à la prise en compte de la santé dans toutes les politiques des pays à faible revenu, et moyens d'y remédier »). L'Institut a, conjointement avec la Mission de la Finlande auprès des Nations Unies à Genève, organisé le lancement du recueil à l'occasion de la soixante-sixième Assemblée mondiale de la santé, en mai 2013.

B. Problématique hommes-femmes

33. L'inégalité, la discrimination et la violence à l'égard des femmes existent dans tous les pays du monde et sont des obstacles de taille à la réalisation d'un développement durable et sans exclusive. Le phénomène reste généralisé malgré les progrès accomplis et bien souvent la situation se dégrade après s'être améliorée. Les travaux de recherche de l'Institut portent actuellement, entre autres, sur des questions comme la violence contre les femmes, leur émancipation économique et leur représentation dans les instances politiques, l'impact disproportionné de la crise et de l'austérité sur les femmes et l'inégale division du travail dans les soins aux personnes.

34. La réputation d'excellence dont jouit l'Institut dans ce domaine lui permet souvent de participer activement aux débats sur les politiques. Au cours de la période considérée, son personnel a participé aux débats thématiques sur l'égalité des sexes dans le programme de développement pour l'après-2015 et a présenté ses travaux sur le travail non rémunéré des femmes aux sessions du Conseil des droits de l'homme ainsi qu'aux réunions de nombreuses autres institutions intergouvernementales, nationales et universitaires. Les experts de l'Institut sont intervenus à propos d'un large éventail de questions liées à la problématique hommes-femmes, notamment auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à la CNUCED (sur la problématique, le commerce et l'investissement), et dans le cadre de la procédure d'examen de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

1. Comprendre la dynamique du changement politique en faveur de l'égalité des sexes

35. Les précédentes recherches de l'Institut sur l'économie politique et sociale des soins influencent fortement le débat sur les soins dans le cadre du développement. Cette question, qui occupe une place centrale dans les débats menés au sein du

système des Nations Unies et des États Membres, fait actuellement l'objet de recherches et d'actions de mobilisation à l'échelle mondiale dans les milieux universitaires et les organisations de la société civile.

36. Des travaux antérieurs de l'Institut amènent à se demander pourquoi, bien que l'on dispose d'éléments substantiels sur le problème et les solutions possibles, les instances décisionnaires ne s'emploient pas davantage à encourager le changement. Pourquoi certaines questions sont-elles prises en compte et d'autres pas? Quand et pourquoi les choses changent-elles?

37. En 2013, avec l'appui de la Fondation Ford, l'Institut a entrepris d'étudier comment étaient prises les décisions conduisant à renforcer les droits des femmes. Cette étude a pour objectif de déterminer les facteurs qui permettent à des acteurs non étatiques – du niveau local au niveau transnational – de susciter le changement, et ceux qui peuvent favoriser l'évolution des normes sociales régissant les relations entre les sexes. Cette étude pose également la question de savoir comment ces processus et leurs résultats peuvent être influencés par la nature même du problème concerné (violence, soins à la personne, participation des femmes à la vie politique ou droits successoraux, par exemple).

38. Deux problèmes qui mobilisent depuis quelques années les défenseurs des droits des femmes – la violence à l'égard des femmes et les droits des employées de maison immigrées – ont fait l'objet d'études comparatives en Chine, en Inde et en Indonésie. L'Institut s'intéresse aussi à deux problématiques qui n'ont pas suscité la même mobilisation ni les mêmes revendications (les soins à la personne), ou qui sont plus complexes (le droit de la famille et la transmission du patrimoine).

39. L'Institut a publié sur son site Web un descriptif de projet de recherche et un document de réflexion sur l'influence des organisations non gouvernementales internationales dans le changement des politiques en matière de justice pour les femmes. Les conclusions de l'étude, qui seront publiées en 2015, apporteront un éclairage critique sur les processus de changement social, qui nourrira les débats sur la mise en œuvre des objectifs de développement pour l'après-2015, les droits des femmes et l'égalité des sexes.

2. Féminisation, transition agricole et emploi rural

40. L'emploi reste le principal vecteur de l'émancipation économique, mais les femmes demeurent désavantagées dans ce domaine, tant du point de vue de l'accès à l'emploi que des conditions d'emploi. Les produits agricoles qu'exportent de nombreux pays en développement ne sont plus seulement issus de leur production traditionnelle, ce qui ouvre souvent aux femmes de nouvelles possibilités d'emploi. On méconnaît cependant les modalités de l'intégration des femmes dans ces filières agricoles et leurs conséquences pour le bien-être des intéressées et de leur famille.

41. En 2014, en collaboration avec l'Université de Berne et des partenaires de Bolivie (État plurinational de), du Népal, de la République démocratique populaire lao et du Rwanda, l'Institut étudie la féminisation de l'agriculture non traditionnelle et ses conséquences pour les femmes. Ce programme de recherche s'intéresse, dans les quatre pays concernés, aux conséquences pour les femmes de l'augmentation des exportations de produits agricoles non traditionnels et de la commercialisation des produits agricoles destinés à l'exportation.

42. Financé par le Swiss Programme for Research on Global Issues for Development, ce programme durera six ans.

3. La problématique hommes-femmes et la garantie des moyens d'existence dans les zones arides : une étude exploratoire

43. Dans un premier temps, le Gouvernement du Qatar avait demandé à l'Institut, étant donné l'intérêt croissant que suscitent les aspects sociaux et environnementaux, qui sont interdépendants, des changements climatiques, d'élaborer un projet de recherche sur l'alimentation et la sécurité de l'approvisionnement en eau dans les zones arides. Constatant le peu d'attention accordé à la problématique hommes-femmes dans ce domaine, l'Institut a proposé au bureau de Beijing de la Fondation Ford une étude exploratoire portant sur les zones arides de Chine.

44. Le travail actuel consiste à inventorier les publications et les éléments de valeur scientifique, à entreprendre des recherches préliminaires et à mobiliser un réseau d'universitaires, de praticiens et d'organisations non gouvernementales s'intéressant à l'environnement (eau, climat), aux moyens de subsistance et à la problématique hommes-femmes dans les régions arides de la Chine. Les premières conclusions seront examinées en décembre 2014 à l'occasion d'un atelier à l'issue duquel seront présentés un rapport final et un projet d'élargissement de la recherche au-delà du contexte chinois.

C. Dimensions sociales du développement durable

1. Programme de développement pour l'après-2015 et objectifs de développement durable

45. Les acteurs internationaux du développement en sont venus à reconnaître que, pour que le développement puisse être durable, il faudra modifier en profondeur les schémas de production, de consommation et de distribution, ainsi que les mécanismes d'investissement, la technologie et la gouvernance. Cependant, dans les débats sur le développement durable, les dimensions sociales sont fréquemment négligées, ou réduites aux seuls problèmes de la pauvreté, de la vulnérabilité et de la marginalisation de certains groupes.

46. La mise en place d'un programme de transformation, telle qu'envisagée par la Commission du développement social en 2013 et prise en compte dans les objectifs de développement durable, exige une vision et une approche du développement social radicalement différentes. Les recherches effectuées par l'Institut dans ce domaine visent à mieux cerner les causes du développement non durable et à définir d'autres approches et politiques, propres à favoriser un développement durable socialement équitable et écologiquement viable. Elles concernent en particulier les corrélations, interactions et synergies existant entre les dimensions sociales, environnementales et économiques du développement.

47. Pendant la période considérée, l'Institut a participé à un certain nombre d'initiatives des Nations Unies visant à élaborer une approche porteuse de changement. En 2013, il a rédigé avec la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales la note du Secrétariat destinée à la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social et intitulée « Les facteurs sociaux du développement

durable » (E/CN.5/2014/8). Sur le même sujet, l'Institut a participé à la rédaction d'un chapitre du rapport du Secrétaire général intitulé « Régler les problèmes actuels et ceux qui se profilent à l'horizon pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015 et préserver à l'avenir les acquis du développement », établi en vue de l'examen ministériel annuel de 2014 du Conseil économique et social.

48. Il a, dans ce domaine également, participé aux travaux du groupe consultatif sur la lutte contre les inégalités institué dans le cadre de la consultation thématique mondiale sur le programme de développement pour l'après-2015, fait des exposés dans le cadre de réunions d'information sur l'après-2015 organisées par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à l'intention de membres de délégations et de responsables gouvernementaux et du deuxième Dialogue de Genève organisé par la CNUCED sur le thème « Le programme de développement durable pour l'après-2015 : la voie tracée à Bali », et participé à de nombreux autres colloques et manifestations publiques. Il a également rédigé une série de notes d'orientation (« Beyond 2015 briefs ») sur des questions politiques de première importance ayant trait à la dimension sociale du programme de développement pour l'après-2015.

2. Économie sociale et solidaire

49. Il faut, dans le cadre du programme de développement durable, repenser la relation entre l'organisation de l'économie et les questions sociales et environnementales. Les crises mondiales successives et la vivacité accrue des préoccupations suscitées par les conséquences, sur le plan social, pour l'environnement et pour le développement, d'un développement régi par les marchés et les grandes entreprises, ont donné un nouvel élan à la recherche de nouveaux modes d'organisation de la consommation, de la production et de la distribution permettant de satisfaire les besoins de l'être humain, de réduire les inégalités et de préserver l'environnement.

50. L'économie sociale et solidaire (ESS) est un modèle de production et d'échanges visant à satisfaire les besoins de l'être humain et à améliorer ses conditions de vie, à renforcer la résilience et à protéger l'environnement, grâce à des organisations et à un mode de relations reposant sur la coopération, l'association et la solidarité.

51. Pendant la période considérée, l'Institut a lancé une enquête afin de déterminer le rôle potentiel de l'ESS dans la réalisation des objectifs de développement durable et d'en cerner les limites. En mai 2013, une conférence internationale sur le potentiel et les limites de l'économie sociale et solidaire, organisée en partenariat avec l'OIT et le Service de liaison des Nations Unies, a réuni à Genève 300 participants parmi lesquels figuraient des décideurs des Nations Unies, des responsables gouvernementaux, des universitaires, des représentants de la société civile et des praticiens et militants de l'économie sociale et solidaire.

52. L'un des résultats les plus importants de cette manifestation a été la création du Groupe de travail interinstitutions sur l'économie sociale et solidaire, piloté par l'Institut et l'OIT, un événement qui a très fortement contribué à faire connaître l'économie sociale et solidaire aux organismes des Nations Unies et à augmenter l'intérêt que lui porte l'ensemble du système. En 2014, 19 organismes des Nations Unies et l'OCDE étaient membres du Groupe de travail et quatre réseaux de la

société civile mondiale y siégeaient en tant qu'observateurs. L'Institut a coordonné la mise en forme de « L'économie sociale et solidaire et le défi du développement durable », un mémoire rédigé par le Groupe, et mis au point son site Web (<http://unsse.org>).

53. À la suite de la Conférence, l'Institut a publié la note d'orientation n° 5 de la série « Beyond 2015 briefs » intitulée « Social and solidarity economy: A new path to sustainable development » (« L'économie sociale et solidaire : une nouvelle voie vers le développement durable »).

54. L'intérêt croissant accordé à cette problématique est illustré par la création d'un groupe international pilote sur l'économie sociale et solidaire (qui réunit la Colombie, l'Équateur, la France, le Luxembourg et le Maroc, et où le Québec (Canada) tient le rôle d'observateur), dont la première réunion s'est tenue en marge de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, en septembre 2014. L'Institut a participé à de nombreuses autres activités et concertations sur les politiques, notamment avec le Comité économique et social européen (organe consultatif de l'Union européenne), à une réunion organisée sous la présidence italienne du Conseil de l'Union européenne; au Forum mondial de l'économie sociale à Séoul, au deuxième Forum mondial sur le développement local organisé par le PNUD au Brésil, et à la cinquième conférence internationale du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire, qui s'est tenue aux Philippines en 2013.

III. Des idées aux retombées : la recherche pour le changement social

55. Son mandat requiert de l'Institut qu'il mène des travaux de recherche en lien avec les politiques et traite de sujets de préoccupation à caractère pressant du système des Nations Unies et des États Membres. À cette fin, l'Institut doit interagir avec un large éventail de parties intéressées pour mettre les résultats de ses recherches à la disposition de multiples publics et éclairer ainsi les processus intergouvernementaux et nationaux relatifs aux politiques, l'action de plaidoyer de la société civile et les débats universitaires.

56. Pendant la période couverte par le présent rapport, il a été procédé à une évaluation des travaux de l'Institut à l'intention de ses principaux bailleurs de fonds (voir plus loin). Dans le rapport issu de cette évaluation, il a été constaté que les travaux de recherche menés par l'Institut étaient de qualité, avaient un lien avec les politiques et influaient sur la fixation des ordres du jour. Le rapport d'évaluation a mis en évidence l'exceptionnel pouvoir de ralliement de l'Institut, sa capacité à interagir avec de multiples parties intéressées et la valeur de ses réseaux, en particulier ceux impliquant les chercheurs des pays du Sud.

57. Il convient plus spécialement de noter que, dans le rapport d'évaluation, il est pris acte des progrès accomplis par l'Institut dans ses travaux de communication et de diffusion grâce à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie qui combine l'utilisation créative des médias sociaux, la diversification des formats de publication et diverses autres activités de sensibilisation et de mobilisation ayant concouru à renforcer sensiblement la visibilité et le profil de l'Institut.

58. Une brochure contenant un résumé de l'évaluation, intitulée « La recherche pour le changement social : des idées aux retombées », a été publiée pour une réunion des principales parties intéressées de l'Institut qui s'est tenue à Genève en septembre 2014. Cette publication présente, sous une forme facilement accessible, les principales retombées à long terme des travaux de recherche de l'Institut.

A. Communications, diffusion et influence

59. En 2013-2014, l'Institut a continué de veiller à ce que ses travaux soient diffusés auprès d'un large éventail d'acteurs qui participent et apportent un éclairage aux processus de définition et d'exécution des politiques. Des progrès notables ont été accomplis dans ce domaine suite à la refonte de la stratégie de l'Institut en matière de communication et de diffusion. L'Institut a continué de mener un ensemble d'activités – novatrices pour les unes, traditionnelles pour les autres – destinées à mettre à la disposition des principales parties intéressées sous une forme accessible ses travaux de recherche pertinents, à accroître sa couverture de la communauté mondiale et sa visibilité par cette dernière et à favoriser l'implication et l'interaction avec les diverses parties intéressées. Ces activités ont notamment pour axes la diversification de ses formats de publication, le recours accru aux médias sociaux, l'organisation de manifestations et la participation à des activités de conseil.

60. Pendant la période considérée, l'Institut a :

a) Continué de produire un nombre élevé de documents, à savoir : 33 mémoires de recherche; 12 notes d'information sur les politiques et d'autres sujets; 5 volumes ou livres qui ont été publiés; 20 articles de revue ou chapitres de livres; 75 notes de réflexion/commentaires.

b) Amplifié son recours aux outils de communication numériques en lançant en 2013 un nouveau site Web de conception moderne, en produisant 42 vidéos et 81 podcasts et en participant à divers dialogues et forums de discussion en ligne;

c) Renforcé l'interaction avec les parties intéressées dans le cadre de forums virtuels, en intégrant pleinement l'usage de Facebook, LinkedIn et Twitter pour dialoguer et échanger régulièrement avec plus de 30 000 suiveurs sur les médias sociaux.

d) Favorisé les possibilités d'échanges en tête-à-tête pour les parties intéressées en organisant, ou en coorganisant avec des partenaires, quelque 35 manifestations, dont de grandes conférences internationales, des manifestations parallèles dans le cadre de processus intergouvernementaux, des ateliers de recherche et des séminaires publics, et en mettant à disposition divers forums pour des débats critiques sur des questions contemporaines de développement social;

e) Produit neuf numéros d'un bulletin électronique thématique pour mettre en commun des résultats de recherche et d'autres informations avec un large public (disponible sur le site www.unrisd.org).

61. Les manifestations de l'Institut offrent à la communauté des Nations Unies, aux responsables de l'élaboration des politiques et aux milieux universitaires une tribune pour la présentation des résultats de recherche et pour un dialogue sur les questions contemporaines de développement social. Régulièrement, l'Institut

accueille ou organise conjointement des manifestations avec ses différents partenaires : autres entités des Nations Unies, milieux universitaires, États Membres et société civile.

62. Parmi les manifestations organisées en 2013-2014 figurent : une conférence de recherche et de dialogue sur les politiques publiques en matière de gestion régionale des migrations et de droits sociopolitiques; une conférence internationale sur le potentiel et les limites de l'économie sociale et solidaire; une manifestation sur les nouvelles orientations de la politique sociale, tenue en parallèle avec la session de la Commission du développement social; des séminaires consacrés à un large éventail de sujets (tels que les politiques sociales au Costa Rica, en Éthiopie, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne; la réforme des retraites, la santé des migrants et l'urbanisation verte en Chine, l'approche de la protection sociale fondée sur les droits de l'homme).

B. Implication et influence dans le domaine des politiques

63. Un autre grand moyen dont dispose l'Institut pour exercer une influence directe en diffusant ses travaux de recherche réside dans l'implication de ses chercheurs dans les processus d'élaboration des politiques des Nations Unies et des gouvernements sous les formes suivantes : activités de conseil et de consultation, séances d'information à l'intention de fonctionnaires des Nations Unies ou de fonctionnaires gouvernementaux, participation à des réunions d'experts, à des équipes spéciales et à d'autres activités de cet ordre, et présentation de diverses contributions orales ou écrites selon les besoins.

64. En 2013-2014, le personnel de l'Institut a mené quelque 175 activités de conseil et de consultation avec des entités des Nations Unies, des États Membres, des universitaires et des organisations de la société civile.

65. À titre d'exemple, il faut mentionner la participation à des groupes d'experts réunis par les départements et institutions ci-après des Nations Unies : le Département des affaires économiques et sociales, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la FAO, l'OIT, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'UNICEF et ONU-Femmes.

66. Les chercheurs de l'Institut ont en outre fait bénéficier de leurs compétences d'expert dans divers domaines les gouvernements des pays suivants : Belgique, Chine, Finlande, France, Libéria, Malawi, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse.

C. Célébration du cinquantième anniversaire

67. En 2013, l'Institut a célébré son cinquantième anniversaire en organisant une série de manifestations et d'activités à Genève, d'autres dans le monde entier avec des partenaires et dans des espaces virtuels. Nombre d'entre elles ont été présentées dans le présent rapport. Trois autres initiatives méritent d'être signalées : la

chronologie de l'Institut, les classiques de l'Institut et les perceptions du changement.

68. **La chronologie de l'Institut (www.unrisd.org/timeline)** est un outil utile qui récapitule cinq décennies de recherche sur le développement social. Six grands thèmes sont couverts : indicateurs relatifs aux politiques sociales et au développement; cohésion sociale, conflits et migrations; sécurité alimentaire, évolution agraire et développement durable; démocratie, société civile et participation; dimensions du développement liées au genre; marchés, entreprises et société.

69. En 2015 sera publié un **recueil en trois volumes des classiques** de l'Institut, à savoir des essais choisis parmi les travaux de recherche effectués dans le cadre de l'Institut au cours de ses 50 ans d'existence. Ce recueil présente certains des travaux de recherche de l'Institut les plus novateurs et ayant eu la plus grande influence et fait ressortir leur intérêt pour les débats actuels relatifs au développement. Ces trois volumes portent sur les politiques sociales et de développement inclusif, les dimensions du développement liées au genre et le développement socialement durable.

70. Au titre de l'**initiative « Perceptions du changement »**, les penseurs créatifs du monde entier ont été invités à soumettre des œuvres d'art illustrant des valeurs, des thématiques et des questions cruciales liées au développement social. L'Institut a reçu plus de 150 œuvres et ce sont celles soumises par l'Iran, par l'Espagne et par un artiste indien basé à Doubaï qui ont été primées.

71. En 2014, l'Institut a lancé la publication d'une série de documents de réflexion émanant de jeunes universitaires afin de donner à des étudiants diplômés travaillant sur des questions de développement social la possibilité de présenter leurs travaux de recherche sur une plateforme mondiale. En réponse à un appel public de soumissions sur le thème « Les industries extractives et le développement tiré par le secteur minier » l'Institut a reçu plus de 70 textes. Les textes primés ou finalistes ont été soumis par l'Afrique du Sud, l'Allemagne, le Ghana, l'Inde, les Pays-Bas, la République tchèque, la Suède et la Turquie. Tous ces documents de réflexion sont publiés sur le site Web de l'Institut.

IV. Questions institutionnelles

A. Gestion et effectifs

72. Au 30 novembre 2014, l'Institut comptait un total de 10 membres du personnel sous contrat à Genève, à savoir : le directeur, quatre coordonnateurs de la recherche, trois spécialistes de la communication et de la diffusion et deux agents administratifs et d'appui.

73. Pendant la période couverte par le présent rapport, Peter Utting, sous-directeur et coordonnateur principal de la recherche pour le programme sur le développement durable, a pris sa retraite au terme d'une carrière de 23 ans à l'Institut. La coordonnatrice principale de la recherche pour le programme sur le genre, Shahra Razavi, a été transférée à ONU-Femmes.

74. Deux nouveaux coordonnateurs de la recherche ont pris leurs fonctions à l'Institut en 2014 : Valeria Esquivel (Argentine), pour le programme sur le genre, et Pascal van Griethuysen (Suisse), pour le programme sur le développement durable. L'Institut a en outre reçu le soutien de la Suisse, pour un poste de spécialiste du genre (Andrea Kaufmann), et de l'Allemagne, pour un poste d'administrateur auxiliaire (Dunja Krause), dont les titulaires travaillent sur les dimensions sociales du changement climatique.

75. Les projets de l'Institut bénéficient en outre de l'appui de chercheurs auxiliaires travaillant comme consultants; pendant la période couverte par le présent rapport, 11 analystes de recherche ont été ainsi employés. En outre, sept consultants ont appuyé des activités de communication et de collecte de fonds. L'Institut a de plus bénéficié de l'appui de 28 stagiaires au cours de cette même période.

76. Sur la période 2013-2014, l'Institut a accueilli huit chercheurs invités postdoctoraux, qui y passent en général de deux à six mois pendant lesquels ils poursuivent leurs propres recherches tout en apportant leur contribution à des travaux sur des questions en lien avec le programme de travail de l'Institut.

B. Gouvernance et Conseil d'administration

77. Le Conseil de l'Institut s'est réuni à Genève les 14 et 15 mars 2013, et les 10 et 11 avril 2014.

78. La composition du Conseil a changé pendant la période couverte par le présent rapport. Les mandats de Peter Brandt Evans, Rosalind Eyben, Annika Sundén et Zenebeworke Tadesse sont arrivés à expiration, le 30 juin 2013, au bout de six ans.

79. Les mandats initiaux de Bina Agarwal, Evelina Dagnino et Julia Szalai sont arrivés à expiration le 30 juin 2013; le Conseil économique et social a confirmé leur prorogation pour deux ans, jusqu'au 30 juin 2015. Yesim Arat-Pamuk, dont le mandat est aussi arrivé à expiration, n'a pas brigué de nouveau mandat.

80. Les noms des cinq nouveaux membres du conseil ont été soumis à la Commission du développement social, à sa cinquante et unième session. Leur nomination par la Commission a été confirmée par la suite par le Conseil économique et social, à sa quarante-septième séance, le 25 juillet 2013.

81. Pendant la période couverte par le présent rapport, le processus de gestion du changement visant à créer une entité unifiée « du savoir » de l'ONU a été un des grands sujets traités par le Conseil d'administration. La fusion proposée aurait eu de profondes répercussions sur la gestion et le mandat de l'Institut. À l'issue de longues discussions, les propositions de regroupement présentées par l'équipe de gestion du changement n'ont été soutenues ni par le Conseil d'administration de l'Institut ni par les autres institutions de recherche et elles restent en suspens à ce jour. Les coûts élevés pour l'Institut en termes de temps et de perte de possibilités de financement demeurent un sujet majeur de préoccupation pour le Conseil d'administration et la direction de l'Institut.

C. Évaluation indépendante de l'Institut 2008-2013

82. En 2013-2014, une évaluation des travaux de recherche de l'Institut et de leurs retombées a été commandée par le Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en collaboration avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, ces organismes étant deux des principaux bailleurs de fonds de l'Institut. Les conclusions préliminaires font ressortir l'utilité que les diverses parties intéressées (organismes des Nations Unies, société civile, universitaires) reconnaissent aux travaux de recherche de l'Institut. Couvrant principalement la période 2008-2013, l'évaluation porte essentiellement sur les retombées et le rapport coûts-avantages des travaux de recherche de l'Institut. L'équipe d'évaluation, sélectionnée par voie d'appel d'offres, a consulté un grand nombre de partenaires de recherche de l'Institut, d'utilisateurs et d'autres parties intéressées. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord était en train de finaliser le rapport d'évaluation avant sa diffusion publique. La direction de l'Institut réagira après cette diffusion.

D. Rapport financier

83. L'Institut ne reçoit pas de fonds du budget général des Nations Unies et est financé entièrement à l'aide de contributions volontaires versées par des États Membres, des fondations pour la recherche, des organismes des Nations Unies et d'autres institutions.

84. Le revenu total de l'Institut (à l'exclusion des revenus divers) pour 2013-2014 est estimé à 5 678 018 dollars. Le total de ses dépenses est estimé à 6 300 000 dollars.

85. Pendant la période couverte par le présent rapport, l'Institut a reçu un montant total (non affecté) de 4 007 343 dollars pour le financement de ses coûts institutionnels, dont 3 107 400 de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, 400 000 de la Finlande et 499 943 de la Suisse. Un accord pluriannuel de financement conclu avec le Département du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a pris fin en 2013.

86. Pour le financement de ses coûts institutionnels et de ses principales activités, l'Institut est fortement tributaire d'un unique bailleur de fonds, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. L'accord de financement pluriannuel avec l'Agence suédoise expire à la fin de 2014 et sa prorogation de deux ans (2015-2016) était à l'étude au moment où le présent rapport a été rédigé.

87. En 2014, l'Institut a signé avec l'Agence suisse de coopération au développement un accord triennal prévoyant l'affectation d'un montant de 750 000 francs suisses (environ 800 000 dollars) au soutien des activités de programme de l'Institut sur la période 2014-2016.

88. Des demandes de renouvellement des contributions annuelles ont été adressées à la Finlande (Ministère de la santé et des affaires sociales) et à la Suisse (Ministère

des affaires étrangères). Les discussions se poursuivent avec d'autres pays en vue de la conclusion d'accords pluriannuels pour assurer la stabilité de l'Institut à l'avenir.

89. Pendant la période couverte par le présent rapport, le total des fonds reçus pour affectation à des projets s'est élevé à 1 670 675 dollars. S'ajoutant aux fonds mentionnés plus haut, la Suède a affecté 740 831 dollars au projet « Nouvelles orientations de la politique sociale ». La Finlande (Ministère des affaires étrangères) a apporté un soutien supplémentaire aux travaux sur les droits de l'homme et la protection sociale. D'autres fonds ont été fournis par l'Agence coréenne de coopération internationale, le Ministère de la santé du Brésil, plusieurs organismes des Nations Unies, des fondations et des organisations non gouvernementales (voir tableau).

90. Pendant la période couverte par le présent rapport, le Gouvernement allemand a mis un administrateur auxiliaire (spécialiste du changement climatique) à la disposition de l'Institut pour 2014-2016. Le Gouvernement suisse a détaché un spécialiste du genre auprès de l'Institut pour la même période. L'Office des Nations Unies à Genève apporte une contribution en nature à l'Institut en lui allouant des bureaux.

Sources de financement (2013-2014)

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montant</i>
Pays	
Bésil (Ministère de la santé/Hospital do Coração)	130 000
Finlande (Ministère des affaires étrangères)	106 400
Finlande (Ministère des affaires sociales et de la santé)	400 000
République de Corée (Agence coréenne de coopération internationale)	73 000
Suède (Agence suédoise de coopération internationale au développement)	3 848 231
Suisse (Ministère des affaires étrangères)	216 817
Suisse (Agence suisse de coopération au développement)	283 126
Institutions des Nations Unies	
Organisation internationale du Travail	33 058
Programme des Nations Unies pour le développement	13 650
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. . .	39 980
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	65 000
Fondations pour la recherche et autres bailleurs de fonds	
Conseil chinois de coopération internationale pour l'environnement et le développement	37 851
Fondation Ford.	398 660
HIVOS International.	25 543
Fondation Rosa Luxembourg	6 702
Total	5 678 018

E. Consultations sur l'avenir de l'Institut

91. Les conditions demeurent difficiles pour mobiliser des ressources et assurer la stabilité de l'Institut à l'avenir. Nombre des donateurs traditionnels de l'Institut ont réduit leurs contributions non affectées ou y ont mis fin. Ce recul continu du financement de la recherche, et du financement de l'Institution en général, pose un problème constant pour le maintien des activités essentielles de l'Institut.

92. Dans le cadre des efforts déployés pour faire face à ces difficultés, en septembre 2014, l'Institut a tenu une consultation qui a rassemblé une trentaine des principales parties intéressées, dont des représentants d'organismes donateurs nationaux, de gouvernements nationaux, d'organismes des Nations Unies et de la société civile, ainsi que des membres du Conseil d'administration de l'Institut.

93. La réunion avait pour objet d'engager des consultations sur les priorités stratégiques de l'Institut, les orientations de son prochain programme de recherche et les sources potentielles de financement à partir de 2015, ainsi que de renforcer le soutien des donateurs effectifs ou potentiels à la sécurité financière de l'Institut.

94. Des suggestions ont été faites quant à la marche à suivre par l'Institut pour mobiliser le soutien d'un large groupe de parties intéressées et renforcer ses points forts, sa visibilité et sa pertinence. Il a notamment été suggéré à l'Institut de resserrer sa collaboration avec la Commission du développement social, en particulier au titre du thème prioritaire actuel, au sujet duquel l'Institut a déjà engagé une discussion avec le Bureau de la Commission. Il a en outre été recommandé de resserrer la collaboration avec les États Membres du Sud, dont les économies émergentes, afin d'accroître la réactivité de l'Institut à leurs sujets de préoccupation et la pertinence de ses recherches à cet égard.

Annexe

Publications 2013-2014

Ouvrages et recueils

Hujo, Katja (sous la direction de), *Reforming Pensions in Developing and Transition Countries*, Basingstoke, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Palgrave Macmillan, 2014

Leppo, Kimmo, *et al.* (sous la direction de), *Health in All Policies: Seizing Opportunities, Implementing Policies*, Ministère finlandais des affaires sociales et de la santé, Helsinki, 2013

Martinez Franzoni, Juliana et Diego Sánchez-Ancochea, *Good Jobs and Social Services: How Costa Rica Achieved the Elusive Double Incorporation*, Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2013

Utting, Peter et José Carlos Marques (sous la direction de), *International Political Economy Classics: Corporate Social Responsibility and Regulatory Governance – Towards Inclusive Development?*, Basingstoke

Yi, Ilcheong et Thandika Mkandawire (sous la direction de), *Learning from the South Korean Developmental Success: Effective Development Cooperation and Synergistic Institutions and Policies*, Basingstoke, Royaume-Uni : Palgrave Macmillan, 2014 [traduction en coréen publiée par Imagine Context, Seoul]

Articles d'une revue ou chapitres d'un livre

Cook, Sarah, « Rescuing social protection from the poverty trap: new programmes and historical lessons », *Social Protection in Developing Countries: Reforming Systems*, Katja Bender, Markus Kaltenborn et Christian Pfleiderer (sous la direction de), Routledge, Londres, 2013

Cook, Sarah, « Review of New Frontiers in Feminist Political Economy », *Gender and Development*, vol. 22, n° 3, 2014

Cook, Sarah et Esuna Dugarova, « Rethinking social development for a post-2015 world », *Development*, vol. 57, n° 1, 2014

Cook, Sarah et Jonathan Pincus, « Poverty, inequality and social protection in Southeast Asia: an introduction », *Journal of Southeast Asian Economies*, vol. 31, n° 1, 2014

Cook, Sarah et Xiao-yuan Dong, « Women's paid work and unpaid care responsibilities in China », *Reducing Inequalities: A Sustainable Development Challenge*, Rémi Genevey, Rajendra K. Pachauri and Laurence Tubiana (sous la direction de), A Planet for Life, New Delhi: TERI Press, 2013

Esquivel, Valeria, « What is a transformative approach to care, and why do we need it? », *Gender and Development*, vol. 22, n° 3, 2014

Heitz Tokpa, Katharina, Andrea Kaufmann et Franzisca Zanker, « Der Ebola-Ausbruch im Vergleich: Liberia und Côte d'Ivoire », *GIGA Focus*, n° 9, 2014

Hujo, Katja, « Financing social and labour market policies in times of crisis and beyond », *The Twin Challenge of Reducing Poverty and Creating Employment* (publication des Nations Unies : ST/ESA/342)

Matheï, Marie-Adélaïde, « Review of *The Heretic's Guide to Global Finance: Hacking the Future of Money* », by Brett Scott, *International Journal of Community Currency Research*, vol. 18, 2014

Razavi, Shahra, « Addressing/reforming care, but on whose terms? », *New Frontiers in Feminist Political Economy*, Shirin Rai et Georgina Waylen (sous la direction de), Routledge, Londres 2013

___, « Households, families, and social reproduction », *The Oxford Handbook of Gender and Politics*, Georgina Waylen, Karen Celis, Johanna Kantola et Laurel Weldon (sous la direction de), Oxford University Press, Oxford 2013

___, « Review of *Gender and Agrarian Reforms* », by Susie Jacobs, *Journal of Agrarian Change*, vol. 13, n° 3, 2013

Sepúlveda Carmona, Magdalena, « Alternatives to austerity: a human rights framework for economic recovery », *Economic and Social Rights after the Global Financial Crisis*, Aoifa Nolan (sous la direction de), Cambridge University Press, Cambridge, 2014

Sepúlveda Carmona, Magdalena et Kate Donald, « What does care have to do with human rights? Analysing the impact on women's rights and gender equality », *Gender and Development*, vol. 22, n° 3, 2014

Urban, Frauke, Giles Mohan et Sarah Cook, « China as a new shaper of international development: the environmental implications », *Environment, Development and Sustainability*, vol. 15, n° 2, 2013

___, « Linking social policy, migration and development in a regional context: the case of Sub-Saharan Africa », *Regions and Cohesion*, vol. 3, n° 3, 2013

Utting, Peter, « CSR and equality », *Corporate Social Responsibility: Readings and Cases in a Global Context*, Andrew Crane, Dirk Matten, Laura Spence (sous la direction de), Routledge, Londres, 2013

___, « Multistakeholder engagement in institution building: assessing the pros and cons », *International Business and Sustainable Development*, Rob van Tulder, Alain Verbeke et Roger Strange (sous la direction de), Partnerships Resource Centre, Rotterdam, 2013

___, « Pathways to sustainability in a crisis-ridden world », *Reducing Inequalities: A Sustainable Development Challenge*. Rémi Genevey, Rajendra K. Pachauri et Laurence Tubiana (sous la direction de), *A Planet for Life*, TERI Press, New Delhi, 2013 [traduction française publiée sous le titre : « Les voies de la durabilité dans un monde en crise », *Réduire les inégalités : un enjeu de développement durable, Regards sur la Terre* (éd. 2013), Armand Colin, Paris]

Van Dijk, Nadine, « Can't buy me happiness: how voluntary simplicity contributes to subjective wellbeing », *Bath Papers in International Development and Wellbeing*, document de travail n° 29, University of Bath, Center for Development Studies, Bath, 2014

Documents de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, « An anti-development model? Overcoming obstacles to domestic resource mobilization in Zimbabwe », *Project Brief*, n° 6, décembre 2013

___, « Combating poverty and inequality », *Beyond 2015 Brief*, n° 1, février 2013

___, « Contestation and social change: the politics of domestic resource mobilization in Bolivia », *Project Brief*, n° 7, décembre 2013

___, « Elites, ideas and the challenge of the double incorporation: the case of Costa Rica », *Research and Policy Brief*, n° 18, février 2014

___, « Inequalities and the post-2015 development agenda », *Beyond 2015 Brief*, n° 2, février 2013

___, « Mobilizing domestic revenues in aid-dependent Uganda », *Project Brief*, n° 8, décembre 2013

___, « New Directions in Social Policy », *Project Brief*, n° 4, octobre 2013

___, « Potentiel et limites de l'économie sociale et solidaire », *Note d'événement*, n° 1, août 2013

___, « Social policy and employment: rebuilding the connections », *Beyond 2015 Brief*, n° 3, février 2013

___, « Social drivers of Sustainable development », *Beyond 2015 Brief*, n° 4, février 2014

___, « Social and solidarity economy: a new path to sustainable development », *Beyond 2015 Brief*, n° 5, mars 2014

___, « When and why do States respond to women's claims? Understanding gender-egalitarian change in Asia », *Project Brief*, n° 5, novembre 2013

Documents occasionnels, mémoires de recherche et articles de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

Amsden, Alice, *Securing the Home Market: A New Approach to Korean Development*, Research paper, n° 2013-1, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2013

Arellano-Yanguas, Javier et Andrés Mejía Acosta, « Extractive industries, revenue allocation and local politics », Working Paper, n° 2014-4, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Direction suisse du développement et de la coopération et Institute of Development Studies, 2014

Bhushan, Aniket et Yiagadeesen Samy, « Fiscal capacity and aid allocation: domestic resource mobilization and foreign aid in developing countries », Working Paper, n° 2014-7, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Chamchan, Chalernpol, Win Kit Chan et Sureeporn Punpuing, « A longitudinal study of migration and health: empirical evidence from Thailand and its implications », Working Paper, n° 2014-9, Institut de recherche des Nations Unies

pour le développement social, et Center for Migrant Health Policy (Sun Yat-sen), Genève, 2014

Chen, Chuanbo *et al.*, « Coming home: the return of migrant workers with illness or work-related injuries in China's Hubei and Sichuan provinces », Working Paper, n° 2014-5, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et Center for Migrant Health Policy (Sun Yat-sen), Genève, 2014

Chiweshe, Manase Kudzai, *Understanding Social and Solidarity Economy in Emergent Communities: Lessons from Post-Fast Track Land Reform Farms in Mazowe, Zimbabwe*, Occasional Paper, n° 1, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Coraggio, José Luis, *La Presencia de la Economía Social y Solidaria y su Institucionalización en América Latina*, Occasional Paper, n° 7, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Dash, Anup, *Toward an Epistemological Foundation for Social and Solidarity Economy*, Occasional Paper, n° 3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Deux Marzi, María Victoria, *La Consolidación de las Iniciativas de Economía Social y Solidaria: Alcances y Desafíos – Aproximación a Partir del Análisis de Procesos de Recuperación de Empresas de Argentina*, Occasional Paper, n° 8, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Dinerstein, Ana Cecilia, *The Hidden Side of Social and Solidarity Economy: Social Movements and the "Translation" of SSE into Policy (Latin America)*, Occasional Paper, n° 9, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Fine, Ben, « The continuing enigmas of social policy », Working Paper, n° 2014-10, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Goldboom, Tabea, « An instrument for social protection and climate change adaptation? The politics of implementing agricultural microinsurance in Bolivia », Working Paper, n° 2013-1, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Gransow, Bettina *et al.*, « Chinese migrant workers and occupational injuries: a case study of the manufacturing industry in the Pearl River Delta », Working paper, no 2014-1, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Holdaway, Jennifer, « Environment, health and migration: towards a more integrated analysis », Working Paper, n° 2014-3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Hujo, Katja et Mariana Rulli, *The Political Economy of Pension Re-Reform in Chile and Argentina: Toward More Inclusive Protection*, Research paper, n° 2014-1, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Kraemer, Alexander, « Burden of disease in China: contrasting disease burden patterns of the general and the migrant workers populations », Working Paper, n° 2014-11, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Lavers, Tom, « Conflicting priorities in the promotion of gender equality in Ethiopia: uneven implementation of land registration and the impact on women's land rights », Working Paper, n° 2014-2, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Ling, Li *et al.*, « Two decades of research on migrant health in China: a systematic review — lessons for future inquiry », Working Paper, n° 2014-8, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

MacGregor, Susanne, « Welfare: theoretical and analytical paradigms », Working paper, n° 2014-13, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Madhoo, Yeti Nisha et Shyam Nath, *Ethnic Diversity, Development and Social Policy in Small States: The Case of Mauritius*, Research paper, n° 2013-2, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Marques, Joana S., *Social and Solidarity Economy: Between Emancipation and Reproduction*, Occasional Paper, n° 2, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Morais, Leandro Pereira, *Estrategias de Supervivencia y Elaboración de Políticas Públicas: El Papel de la Economía Social y Solidaria en Latinoamérica y la Contribución de Brasil hacia la Construcción de Políticas Emancipadoras*, Occasional Paper, n° 4, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Prasad, Naren, Nicola Hypher et Megan Gerecke, *Seeing Big: Transformative Social Policies in Small States*, Research paper, n° 2013-3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Prügl, Elisabeth, Shahra Razavi et Fenneke Reysoo, *Gender and Agriculture after Neoliberalism?*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2013

Ringen, Stein et Kinglun Ngok, « What kind of welfare State is emerging in China? », Working Paper, n° 2013-2, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Saguié, Marcelo et Zoe Brent, *Regional Policy Frameworks of Social Solidarity Economy in South America*, Occasional Paper, n° 6, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Servet, Jean-Michel, *Monnaie complémentaire versus microcrédit solidaire et tontines : contribution comparée à un développement solidaire local*, Document occasionnel, n° 5, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Tucker, Joseph D. *et al.*, « The influence of migration on the burden and response to infectious disease threats in China: a theoretically informed review », Working Paper, n° 2013-3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Ulriksen, Marianne S. et Mesharch W. Katusiimeh, 2014, « The history of resource mobilization and social spending in Uganda », Working paper, n° 2014-6, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Utting, Peter, Nadine van Dijk et Marie-Adélaïde Matheï, *Social and Solidarity Economy: Is There a New Economy in the Making?*, Occasional Paper, n° 10, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Van Zeeland, Angélique J. W. M., *The Interaction between Popular Economy, Social Movements and Public Policies: A Case Study of the Waste Pickers' Movement*. Occasional Paper, n° 11, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014

Zheng, Zhenzhen, Ciyong Lu et Liming Lu, « Reproductive health and access to services among rural-to-urban migrants in China, Working Paper, n° 2013-4, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social », Genève, 2014

Zhu, Yapeng, Kinglun Ngok et Wenmin Li, 2014, « Policy actors and policy making for better migrant health in China: from a policy network perspective », Working Paper, n° 2014-12, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2014
